



## Faux casques blancs - la Russie interpelle l'ONU

Par [Stratediplo](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2017

[Stratediplo](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),  
[Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)  
[OTAN](#), [Nations Unies](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le 17 janvier 2017, la Russie s'est résolue à demander à l'ONU de dénoncer les nombreux abus commis par les faux casques blancs.

Cette officine de propagande de la coalition islamo-atlantique contre la Syrie est financée à 50% par le gouvernement anglais et à 29% par le gouvernement étatsunien (d'après les déclarations de ces deux gouvernements) ; un autre contributeur est l'organisation étatsunienne Purpose qui possède le domaine internet [whitehelmets.org](http://whitehelmets.org). Elle a été promue à la célébrité par les agences de presse de l'OTAN (AP, AFP et Reuters) le 30 septembre 2015, lorsque ces faux casques blancs se sont (un peu trop) empressés de publier des témoignages et « preuves » vidéographiques de l'indiscrimination des bombardements que l'aviation russe allait lancer quelques heures plus tard. Outre son usurpation de l'appellation White Helmets, elle a aussi été présentée mensongèrement comme la défense civile syrienne (reconnue par l'ONU, l'OMS, le CICR et l'Organisation Internationale de Protection Civile), puis comme une branche « humanitaire » de la milice prétendue modérée d'Al-Qaïda en Syrie rebaptisée Front Al-Nosra puis Fatah Al-Cham, même si ses membres se filment parfois en flagrant délit de défaut d'humanitarisme, pour ne pas dire de terrorisme, lors d'exécutions arbitraires par exemple, comme l'ont montré les enquêtes approfondies de la journaliste Vanessa Beeley.

Recommandée au comité Nobel par l'essentiel des groupes de pression paragouvernementaux des membres de l'OTAN, sujet d'un film étatsunien diffusé dans le monde entier par Netflix, auteur d'une campagne de communication lacrymale (« le petit garçon sur le siège orange ») conçue pour exploiter le sentiment de culpabilité européen engendré par la photographie du petit kurde syrien mort sur la côte turque après avoir été chassé de Kobané par les bombardements turcs, cette officine de propagande a été reçue officiellement par le président de la république français le 9 octobre 2016.

Le 20 septembre 2016 cette officine a produit presque en direct des images du convoi humanitaire brûlé, comme annoncé quelques jours plus tôt, par la guérilla islamiste occupant Alep-Est, et a accusé l'aviation russe de l'avoir bombardé (contre toute apparence), cherchant manifestement à détourner l'attention du bombardement de l'armée syrienne par l'aviation étatsunienne le 17 septembre.

Plus récemment, le 2 janvier 2017, les faux casques blancs ont revendiqué (par la « déclaration de Ouadi Barada »), avec quatre autres mouvements de la guérilla islamiste,

la coupure et l'empoisonnement, depuis le 22 décembre 2016, de l'eau de la Barada qui approvisionnait plus de cinq millions de Damascènes, ce que l'ONU a bien qualifié de crime de guerre même si elle n'en a pas nommé les auteurs

L'obligation pour la Russie d'intervenir elle-même auprès de l'ONU découle du constat selon lequel l'Argentine a délibérément choisi de ne pas dénoncer l'usurpation de sa bannière, sur laquelle on a attiré l'attention de deux ministres successifs des affaires étrangères, le 1er octobre 2015 et le 23 août 2016.

Car le 30 septembre 2015 Stéphane Dujarric de la Rivière, porte-parole du Secrétaire Général, abusé par les mensonges des faux casques blancs, avait accusé la Russie d'homicides de civils en Syrie, puis quelques heures plus tard son adjoint Farhan Haq avait démenti l'information et expliqué que l'ONU avait été intoxiquée par les White Helmets. Or depuis la résolution 49/139 du 20 décembre 1994, les Nations Unies appellent ainsi, et exclusivement, la commission Cascos Blancos du gouvernement argentin. Aussi dès le lendemain 1er octobre 2015, faute de réaction officielle argentine, un professeur de politique internationale attira l'attention du ministre des Affaires Etrangères argentin Hector Timerman, autorité de tutelle des véritables *Cascos Blancos* (*Casques Blancs*). On se rappellera qu'en dépit d'un discours qui se voulait « anti-impérialiste » la présidente Cristina Fernandez-Kirchner avait dicté au gouvernement argentin une position pro-éttsunienne et anti-russe, et qu'en deux ans au Conseil de Sécurité l'Argentine vota au moins par deux fois des résolutions majeures contre la Russie, en l'occurrence au sujet du référendum criméen, et sous un prétexte fallacieux. Début octobre on publia des articles dénonçant l'imposture des faux casques blancs, qui n'entraînèrent aucune réaction argentine. Cependant l'Assemblée Générale de l'ONU, par sa résolution 70/105 du 10 décembre 2015, renouvela, comme chaque année depuis vingt ans, sa reconnaissance et son soutien aux vrais Cascos Blancos (*Casques Blancs*) argentins, nommés White Helmets dans les résolutions en anglais.



*Les « Cascos Blancos » d'Argentine*



**CASCOS BLANCOS  
WHITE HELMETS  
CASQUES BLANCS**

Le 23 août 2016, en raison de l'inflation de la propagande atlantique en faveur de l'attribution du prix Nobel de la paix aux faux casques blancs, le même expert attira l'attention de la ministre des Affaires Etrangères argentine Susana Malcorra, peut-être moins incompétente que son prédécesseur (et plus au courant du fonctionnement de l'ONU) mais alors activement engagée dans sa candidature à la succession à Ban Ki-Moon au poste de Secrétaire Général. Le résultat fut le même, le gouvernement argentin de Mauricio Macri ayant donc décidé, comme son prédécesseur, de prêter la crédibilité des véritables Casques Blancs (pourtant à ce moment-là engagés au Liban pour alléger les souffrances des Syriens) aux faux, contribuant ainsi à la propagande de la coalition islamo-atlantique anti-syrienne.



Susana

*Malcorra avec les « Cascos Blancos » visitant les camps de réfugiés syriens*

source

: <http://cascosblancos.gob.ar/es/la-canciller-argentina-visito-el-campo-de-refugiados-sirios-donde-cascos-blancos-desarrolla-su>

C'est en raison de la couverture argentine de cette imposture des faux casques blancs, et de la gravité des calomnies proférées par ceux-ci (en usurpant la crédibilité des vrais) contre le gouvernement russe, que le ministre des Affaires Etrangères Sergueï Lavrov a été contraint de demander à l'ONU de dénoncer ces mensonges.

La source originale de cet article est [Stratediplo](#)

Copyright © [Stratediplo](#), [Stratediplo](#), 2017

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)